

Service Environnement / pôle IAA - pisciculture
2 rue Kerivoal
29334 QUIMPER

QUIMPER, le 18/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PISCICULTURE DE LANGOLEN

Pont Ar Stang
29510 Langolen

Code AIOT : 0052901389

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2023 dans l'établissement PISCICULTURE DE LANGOLEN implanté Pont Ar Stang 29510 Langolen. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les travaux d'extension de la pisciculture doivent s'achever début 2024. Le jour de la visite, la pisciculture est hors d'eau et n'est pas en fonctionnement. L'exploitant souhaite une remise en eau partielle pour la semaine 49.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PISCICULTURE DE LANGOLEN
- Pont Ar Stang 29510 Langolen
- Code AIOT : 0052901389
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La pisciculture de Langolen est un établissement spécialisé dans la production de truites Arc-en-Ciel destinées à la consommation humaine.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conformité de la pisciculture par rapport au dossier ayant fait l'objet d'une autorisation environnementale (arrêté préfectoral du 26 novembre 2019). Les travaux d'extension de la pisciculture s'achèveront début 2024 avec une remise en eau fonctionnement progressive. Le jour de la visite, l'installation n'est pas en fonctionnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 2.1.3	Lettre de suite préfectorale	2 mois
2	Dispositif de recirculation et de filtration	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article Annexe 3 - article 1	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Mise en conformité des ouvrages	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article Annexe 2 - article 3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit fournir dans un délai de deux mois, à compter de la notification du présent rapport, un dossier de porter à connaissance mettant à jour le dossier initial, ayant fait l'objet de l'autorisation du 26 novembre 2019.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 2.1.3
Thème(s) : Situation administrative, caractéristiques de la pisciculture
Prescription contrôlée : - 7 bassins de type raceway d'un volume unitaire de 250 m ³ , soit un volume total de 1 750 m ³ - 10 bassins circulaires d'un volume unitaire de 175 m ³ , soit un volume total de 1 750 m ³ - 2 bassins de type raceway d'un volume unitaire de 440 m ³ , fonctionnant uniquement en période de hautes eaux , soit un volume total de 880 m ³ Le volume de bassins en fonctionnement est de 3 500 m ³ en période de basses eaux (fonctionnement en recirculation) et de 4 380 m ³ en période de hautes eaux (fonctionnement en circuit ouvert partiel)
Constats : Les bassins circulaires n'ont pas pu être implantés lors des travaux d'extension de la pisciculture pour des raisons pédologiques. Ils ont été remplacés par des bassins de type raceway et des bassins en S. Demande de l'inspection : - Informer le préfet des modifications apportées dans les bassins par rapport au dossier ayant fait l'objet de l'autorisation du 26 novembre 2019, par le dépôt d'un dossier de "porter à connaissance" ; - Mettre à jour les plans de l'installation figurant les équipements et la circulation en eau en distinguant le fonctionnement en recirculation et en circuit ouvert. Délai : 2 mois

Observations : Le jour de la visite d'inspection, la pisciculture n'est pas remise en eau. L'ensemble des travaux d'aménagement et d'extension doivent s'achever début 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Dispositif de recirculation et de filtration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article Annexe 3 - article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de recirculation et de filtration
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La création d'une plate-forme technique de recirculation incluant : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Une filtration mécanique par 2 filtres à tambour rotatif à maille de 100 microns ▪ Une filtration biologique sur lit agité ($S = 350 \text{ m}^2$ et $H = 1,8 \text{ m}$) ▪ Un relevage par pompes à hélice ▪ Un dégazage sur blocs de dégazage ▪ Une filtration complémentaire sur lit fixe ($S = 276 \text{ m}^2$ et $H = 0,6 \text{ m}$) ▪ Une oxygénation par plate-forme à jets • La création d'un système de concentration et de déshydratation des boues issues de l'élevage • La création d'une zone de filtration (type roselière ou équivalent) du surnageant des boues déshydratées • Un bâtiment d'exploitation d'une surface de 225 m^2 • Un bâtiment de maintenance d'une surface de 60 m^2 • Une cuve de stockage de l'oxygène liquide d'une capacité de 10 000L (soit 11T max) • Une chambre froide de 10 m^2 pour le stockage des morts • 3 silos de stockage de l'aliment, d'une capacité unitaire de 15T (22 m^3 chacun, soit 66 m^3 au total)
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de l'extension de la pisciculture, le dispositif de filtration biologique (lits fixes et lits fluidisés) a été implanté. Il est en cours d'aménagement le jour de la visite. Les biomédias sont stockés en bigbag.</p> <p>8 filtres à tambours sont mis en place (au lieu de 2 dans le dossier initial) et la zone de filtration par roselière est déplacée par rapport au dossier initial.</p> <p>Demande de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Informer le préfet des modifications apportées, à la fois en terme d'équipements et de fonctionnement, dans le dispositif de filtration et de traitement des boues par rapport au dossier ayant fait l'objet de l'autorisation du 26 novembre 2019, par le dépôt d'un dossier de "porter à connaissance" ; - Mettre à jour les plans de l'installation figurant les équipements et la circulation en eau en distinguant le fonctionnement en recirculation et en circuit ouvert. <p>Délai : 2 mois</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Mise en conformité des ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article Annexe 2 - article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, continuité écologique
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet au préfet, dans un délai de un an à compter de la notification du présent arrêté, une solution étudiée au stade d'avant-projet détaillé qui permet de rétablir la continuité écologique de l'Odet au droit de la pisciculture, de mesurer de manière instantanée le débit dérivé et de vérifier le respect du débit réservé. Cette étude comprend des plans et coupes cotés, faisant apparaître le dimensionnement des dispositifs et les lignes d'eau en fonction des débits. Les travaux d'aménagements des ouvrages de répartition des eaux et de prélèvements sont achevés au plus tard dans un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a déposé le dossier relatif à la continuité écologique le 26 avril 2021, après avoir obtenu une prolongation de délai justifiée d'une part par la reprise de la pisciculture par le groupe Maisadour et la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID19. Les travaux de création de la passe à poissons au niveau de l'ouvrage de prise d'eau, ainsi que de la passe à anguilles ont été achevés à l'automne 2023. L'ouvrage de dévalaison a été aménagé conformément aux plans fournis par l'exploitant le 30 novembre 2022, en tenant compte des remarques de l'OFB et de la DDTM.
Observations : S'assurer du caractère non abrasif pour les poissons de la goulotte de dévalaison en période de basses eaux.
Type de suites proposées : Sans suite